

PRÉPARONS LA RIPOSTE DE LA JEUNESSE ET DU MONDE DUTRAVAIL

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 26 / 01 / 2018

Pour Gattaz, président des patrons, « *Macron a fait les quelques réformes que nous attendions depuis des années* ». Et pour qu'on soit prévenus, Macron a réaffirmé sa volonté de poursuivre « *avec la même force, le même rythme et la même volonté* » en 2018.

Faciliter les licenciements ...

Les décrets des ordonnances à peine parus, les employeurs s'en emparent déjà, avec la mise en œuvre des "ruptures conventionnelles collectives". Sous couvert de "volontariat", cette nouvelle arme des patrons va leur permettre de supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'un "motif économique", ni à élaborer un "plan social". Ce sont d'abord les grandes entreprises du CAC 40 qui en font leurs choux gras, comme Pimkie, du groupe Mulliez, une des plus grosses fortunes de France, ou PSA, qui dépassera 2 milliards de bénéficiaires en 2017 et qui depuis des années, au travers des plans de départs « volontaires », a déjà liquidé près de 3 000 emplois par an. Ou encore Carrefour, qui veut en supprimer 10 000 ...

Haro aux chômeurs, aux migrants ...

Dans le même temps, le gouvernement prépare une réforme de l'assurance chômage pour soumettre les demandeurs d'emplois à plus de contrôles et les contraindre à accepter n'importe quel emploi. Une façon d'exercer une pression supplémentaire à la baisse sur tous les salaires, y compris pour ceux et celles qui ont encore un emploi.

Les plus vulnérables ne sont pas épargnés non plus par le gouvernement. Le ministre Castaner a même osé rendre les SDF responsables du fait qu'ils restent à la rue, car « *ils refuseraient d'être hébergés* ». « *Ça suffit, maintenant* », lui a répondu la fondation Abbé Pierre. Les migrants sont aussi une cible du gouvernement. Au harcèlement policier permanent et aux procès contre ceux qui leur viennent en aide se rajoute un projet de loi en préparation durcissant encore les conditions d'accès au droit d'asile et multipliant les possibilités d'expulsion.

Après la victoire à Notre-Dame-des-Landes, préparons la riposte

Dans plusieurs secteurs, la combativité a permis des victoires. Après plusieurs semaines de grève, les travailleurs d'Onet ont gagné sur leurs revendications. C'est aussi le cas dans la restauration, l'hôtellerie, et même dans les activités ubérisées comme Deliveroo. C'est encore le cas dans les hôpitaux comme à Bordeaux, Toulouse ou en région parisienne.



L'abandon du projet de Notre Dame des Landes montre qu'il est possible de faire reculer le gouvernement. Une lutte alliant toutes les forces déterminées à aller jusqu'au bout sans jamais rien lâcher ; un vaste soutien dans tout le pays. Contre un grand projet ruineux pour la collectivité au seul bénéfice de Vinci qui avait décroché ce contrat juteux. Contrat dénoncé par les habitants, paysans, écologistes, zadistes

et par le syndicat CGT-Vinci lui-même. Imaginons une même détermination à construire le bras de fer contre les « ordonnances Macron » en 2017. La mobilisation aurait forcément pris une autre tournure. Plus efficace que des journées d'action à répétition à des semaines de distance sans plan d'action, pour construire un mouvement général de grève et de blocage de l'économie susceptible de faire trembler le gouvernement.

Il y a cinquante ans, en mai-juin 1968, la grève générale qui avait paralysé la France pendant un mois, entraînant 8 millions de grévistes, fit lâcher à De Gaulle une augmentation du SMIC de 35%. En 1936, c'est la grève générale qui imposa la semaine de cinq jours, les congés payés et les conventions collectives à un patronat tremblant devant les occupations d'usines.

Oui, c'est ce chemin qu'il nous faut prendre en 2018.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



LE DIESEL, QUESTION ECOLOGIQUE ET SOCIALE

L'usine Bosch de Rodez (1600 salariés, 10 000 emplois induits) fabrique exclusivement des bougies et injecteurs diesel pour Renault (80 %) et BMW (20 %). Les injecteurs à la norme euro5 disparaîtront en 2020 et Bosch renonce à passer à la norme euro6 : c'est la mise à mort de l'usine. Faux-cul, le ministre de l'économie Bruno Le Maire déclare à propos de Renault et PSA : « *Ils sont extraordinairement positifs et constructifs, ils ont parfaitement conscience qu'il faut accompagner cette filière et qu'ils sont aussi responsables de leurs sous-traitants* ». A Rodez, la direction de l'usine a confié à un cabinet privé la recherche d'alternatives au diesel. Rien n'en est sorti ! Dans le secret des affaires, les capitalistes sont incapables de préserver et l'emploi et l'environnement. C'est leur expropriation, pour créer un groupe public automobile géré par les salariés eux-mêmes et non par les actionnaires, qui permettra la planification sociale et écologique dont nous avons besoin.

BOSCH, RENAULT, PSA ... LE DIESEL, C'EST EXPLOSIF !

Le cas Bosch est un avant-goût de ce qui attend la filière diesel en France (45 000 salariés). Macron déclarait en août 2016 que le diesel, « *au cœur de la politique industrielle française* » et « *du projet industriel français de mobilité environnementale* », c'est des « *millions d'emplois et d'acheteurs, parfois ceux qui ont le moins de pouvoir d'achat* ». Le même a décrété l'arrêt du diesel en 2040. Cynique ou ignorant, il est largement responsable de l'anarchie actuelle. Les constructeurs et équipementiers font payer aux salarié(e)s les conséquences de leurs fraudes à la pollution. Ghosn veut une seule famille de moteurs diesel au lieu de trois en 2022. Sans attendre, défendons le maintien de tous les emplois à Renault, PSA ou Bosch. Sans céder au chantage, en exigeant un droit de regard sur les productions et les investissements pour des techniques moins polluantes. Les mobilisations sociales pour les forcer à investir pour garantir l'emploi sont devant nous.

LES RAVAGES DE L'HYPER-STRESS

Une étude menée en France de 2013 à 2017 sur 32 137 salariés révèle que 24% sont en situation d'hyper-stress, mettant leur santé en danger. Les raisons : manque de temps, nombreuses tâches trop complexes, objectifs impossibles à atteindre et manque d'autonomie. Avec un taux de 28%, les femmes sont les plus touchées. Les 40-50 ans ont le plus de suicides et de burn-out. 52% des salariés auraient des « *niveaux élevés d'anxiété* », 16% présenteraient « *un trouble anxieux* », 29% des « *niveaux dépressifs élevés* » et 6% seraient en dépression. Et selon l'assurance maladie, les troubles psychiques professionnels ont augmenté de 400% depuis 2012. Ces chiffres sont une fois de plus l'expression de la souffrance au travail. En 2018, au TCR, faisons que notre action collective change ça !

RENAULT : RECORDS DE VENTES ET DE PROFITS

La direction est fière de 2017, « *meilleure année commerciale depuis 6 ans* ». Avec + 8,5 % de ventes dans le monde, c'est la 5^{ème} année consécutive de hausse. Pour nous, c'est la 5^{ème} année consécutive de blocage des salaires, imposé depuis 2013 par les accords de compétitivité. Avec des milliers de suppressions de postes et l'intensification du travail. Les profits issus du travail des ouvriers, techniciens et ingénieurs de Renault dans le monde entier remontent tous au siège, au bénéfice des actionnaires et du PDG. Et le plan « *drive the future* » prévoit de passer leur taux de rétribution de 7% à 15%

d'ici 2022 ! Cette confiscation des richesses est organisée par Ghosn, avec la complicité de l'Etat français, actionnaire. Pour 2018, mettons fin à ce hold-up !

FORD : 40 ANS D'IMPUNITÉ

De 1976 à 1983, Ford a aidé les militaires argentins à installer un centre de torture clandestin dans son usine de Buenos Aires. 24 syndicalistes, désignés comme « *révolutionnaires* » y ont été torturés. Les responsables : le n°2 de Ford Argentina à l'époque, Pedro Muller (86 ans), le chef de la sécurité, Hector Sibilla (91 ans), employé jusqu'en 2004 à l'ambassade des USA, et le général Riveros (94 ans). Seuls accusés encore en vie, ils ont bénéficié pendant 40 ans de l'impunité, grâce aux lois d'amnistie. Ford avait profité de ce climat de terreur pour augmenter les cadences et faire taire toute revendication.

MAIS L'IMMUNITÉ OUVRIERE, C'EST PAS POUR 2018 ...

Le 15 janvier, Philippe Poutou était convoqué avec deux de ses collègues de l'usine Ford-Bordeaux au tribunal correctionnel de Paris. La direction de Ford les accuse d'avoir abimé le capot d'une voiture au salon de l'auto ... en 2012 lors d'une manifestation de 300 salarié(e)s et d'élus locaux contre la fermeture de l'usine. Commentaires de Philippe Poutou sur cette justice de classe : « *ce serait dommage d'aller en prison avant Fillon ; il ne manque plus que l'immunité et je serai à égalité* ». Verdict le 29 janvier.

FORD : LES CASSEURS NE SONT PAS LES PAYEURS

La plainte des patrons de Ford ressort au moment où ils persistent à vouloir liquider l'usine de Bordeaux. Ils s'étaient pourtant engagés en 2013 auprès de l'Etat à maintenir 1000 emplois jusqu'en 2018. Après avoir encaissé 46 millions de fonds publics. Alors, qui sont les vrais casseurs ?

DESIGNE(E)S VOLONTAIRES POUR ETRE LICENCI(E)S

Applicable depuis fin décembre, la rupture conventionnelle collective (RCC) des ordonnances Macron permet, par accord syndical majoritaire, de supprimer des emplois sans le tracés des licenciements. PSA étrenne cette nouvelle disposition : 2200 emplois supprimés en 2018 dont 1300 RCC. Sont notamment visés les sites de Saint Ouen et le centre de recherches de La Garenne. Après 25 000 postes supprimés depuis 2012 et 2,15 milliards de bénéfices en 2016 ! Cynique, la ministre du Travail dit que cela « *permet d'éviter le traumatisme du licenciement* » car « *personne n'est licencié contre son gré* ». Encore plus de chômeurs, et des conditions de travail aggravées. Les syndicats des magasins Pimkie ont refusé ce marché de dupes. Tout syndicat digne de ce nom devrait en faire autant !

EX-BANQUIER, PDG DE LA FRANCE ET VRP DU CAPITAL

Macron incite ses copains des multinationales à faire du business en France : au sommet de Davos le 24 janvier, au sommet « *Choose France* » au château de Versailles le 22 ou à l'usine Toyota de Valenciennes le 21, où la multinationale investira 300 millions. Pour les militants CGT de l'usine, refoulés à leur prise de poste et parqués sur le parking par les forces de l'ordre le temps de sa visite, « *ce groupe et Macron utilisent les ouvriers et les chômeurs pour s'offrir une campagne de pub gratuite* ». A coup de dizaines de millions d'aides publiques.